

C'est un grand plaisir de vivre cette nouvelle étape dans l'histoire du séminaire sur l'appropriation de l'espace. Si « histoire » est un bien grand mot, cela fait maintenant près de quatre ans que ce séminaire existe, sous forme de rencontres de plus en plus régulières, réunissant des chercheurs et chercheuses de l'UMR auxquels se sont associés des participants extérieurs (des doctorants-sociologues caennais, des géographes du Centre interdisciplinaire d'Études urbaines (CIEU) à Toulouse et de l'université d'Annaba en Algérie). À ce jour, une vingtaine de personnes ont ainsi nourri les discussions, livrant une quarantaine de contributions à cette petite aventure collective. Le 7 avril 2003, une assemblée générale de l'UMR fut consacrée à cette question. Ce dossier en constitue les « actes », auxquels deux articles inédits ont été ajoutés.

Prendre du recul collectivement sur des questions de fond (ou transversales)

Pourquoi organiser un séminaire sur « l'appropriation de l'espace » ? D'abord dans l'espoir d'enclencher une dynamique d'échanges, de réflexion voire de travail collectifs. Dans un premier temps, il s'agissait surtout de réunir des chercheurs et chercheuses, expérimentés ou apprentis, qui ne travaillaient pas nécessairement sur les mêmes thèmes (frontière, agriculture, production de l'espace urbain, patrimoine, mouvements sociaux...) ni sur les mêmes « aires géographiques ».

Ce qui était *a priori* un obstacle fut aussi ce qui nous a permis de tenter une réflexion plus conceptuelle et théorique, un peu délaissée en géographie sociale (si l'on excepte le travail de Guy Di Méo). Pour autant, il fallait éviter le risque de partir dans les hautes sphères de l'abstraction théorique ou méthodologique. Le plus important semblait de prendre du recul sur une question de fond tout en restant ancré dans les terrains de recherche des uns et des autres. C'est à ce niveau, que l'on peut qualifier de problématique, que le séminaire s'est donc placé : ce qui pouvait rassembler était une question, un problème, ou plutôt un ensemble de questions, de problèmes, d'hypothèses, de notions, etc., demandant à être creusés et mis en perspectives les uns par les autres.

La question de l'appropriation paraissait bien répondre à cet enjeu, tout en facilitant le dialogue avec les autres sciences sociales. Mais si c'est une question sans doute fondamentale pour la géographie sociale, elle tout sauf une fin en soi, tout sauf un maître mot, un étendard qu'il faudrait défendre à tout prix, valoriser... s'approprier. C'est un point de départ, une entrée, un « mot problème et non un mot solution » comme dirait Edgar Morin. Polysémique, le terme pousse à faire le tri, à distinguer plusieurs contenus que des expressions différentes devraient se partager, soit en lui ajoutant des adjectifs (appropriation juridique, appropriation matérielle, etc.), soit même en lui préférant d'autres termes. Par sa richesse, il oblige à ouvrir la discussion sur de nombreuses notions et questions connexes : sur la notion de territoire, et donc la frontière, la territorialisation et les idéologies territoriales ; sur la notion de patrimoine (notamment historique ou culturel), et donc sur la valorisation et le marquage de l'espace, la mémoire et l'identité collectives, les lieux symboliques ; sur la notion d'espace public, et donc sur l'accessibilité et l'usage des biens communs ou collectifs, sur leur privatisation et leur marchandisation ; sur l'usage de l'espace comme capital et donc sur la notion de capital spatial, sur la dimension spatiale des ressources et donc des inégalités sociales, mais aussi des rapports de pouvoir et de domination ; sur la place du juridique et du symbolique en géographie sociale, celle de l'individu et de ses rapports à l'espace (subjectifs mais socialement construits et/ou conditionnés), sur les rapports matériels/idéels...

Ces discussions, dont ce dossier ne peut pas rendre compte, sont bien entendu appelées à se poursuivre. Des séminaires thématiques sont maintenant prévus, pour passer à une nouvelle étape du travail collectif et théorique. Il est impossible de dire à l'avance où cela nous emmènera (la première rencontre aurait pu être la dernière). Mais une chose est certaine : nous sommes au cœur de la question « des rapports entre rapports sociaux et rapports spatiaux », ou de la « dimension spatiale du social », selon les deux expressions successives qui définissent le programme de recherche de la géographie sociale.

Prendre le temps de la discussion et de la maturation

L'organisation du séminaire se devait d'être cohérente avec ces objectifs. Or, construire des questionnements collectifs demande du temps : quels que soient les thèmes et problèmes abordés dans les discussions, il nous a donc semblé primordial de se donner le temps et ce, à deux niveaux.

Tout d'abord, l'organisation de chaque rencontre était pensée pour que les interventions (sous forme de communications et de lectures critiques notamment) comme les débats auxquels elles donnaient lieu puissent être approfondis. Les premières rencontres se déroulaient sur la journée. L'augmentation du rythme de ces réunions et la nécessité d'avoir des moments d'organisation collective (pour préparer le séminaire d'assemblée générale, puis ce dossier et les publications à venir), ont par la suite obligé à diviser ces journées en deux, distinguant des moments « séminaire » et des moments « organisation ». Tout a été fait pour sauvegarder les temps de débats et leur richesse.

À un autre niveau, prendre du temps signifiait aussi travailler à moyen voire à long terme. Cela permettait à chacun de repartir sur ses terrains de recherche avec les débats de chaque nouvelle rencontre en mémoire, de les réinvestir dans ses réflexions personnelles, de

les laisser mûrir, de les nourrir de lectures diverses, etc. Il s'agissait aussi d'articuler au mieux le rythme du travail collectif aux rythmes de chaque individu. Nous n'organisions une nouvelle rencontre que lorsque nous avions suffisamment de chercheurs prêts à faire avancer la dynamique. Nous pouvions le faire parce que rien ne nous pressait, parce que nous étions relativement autonomes grâce aux aides financières consenties par le CRÉSO puis par l'UMR, mais peut-être aussi, paradoxalement, grâce à l'absence de contrat de recherche contraignant.

Une « réappropriation » individuelle car collective

Finalement, ce séminaire nous a donné l'opportunité de nous dégager partiellement des tendances dominantes dans le champ scientifique contemporain. Il nous a offert l'occasion de lutter contre ces obstacles à la recherche collective et fondamentale que constituent l'intensification du travail, l'hyper-spécialisation et la technicisation croissante des recherches (auxquels participent certaines contractualisations), ainsi que des formes d'atomisation de la communauté scientifique. Il s'agissait, et il s'agit encore, plus que jamais, de reconquérir une autonomie de recherche à la fois individuelle et collective, individuelle parce que collective.

Fabrice Ripoll
pour le « groupe appropriation »